Num. 157

GAZZETTA UFFICIALE DEL REGNO D'ITALIA

1863

Torino dalla Tipografia G. Favale e C., via Bertola n. 21. — Provincie con mandati postali affrancati (Milano e Lombardia anche presso Brigola). Fuori Stato alle Direzioni Postali.

Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato. — Le associazioni hanno principio col 1° e col 16 di ogni mese.
Inserzioni 25 cent. per linea o spazio di linea.

PREZZO D'ASSOCIAZIONE	Anno	Semestre	Trimestre
Per Torino . . . . L.	40	21	
» Provincie del Regno . . . . »	48	25	13
» Svizzera . . . . »	58	30	16
» Roma (franco ai confini) . . . . . »	50	26	14

TORINO, Sabato 4 Luglio

PREZZO D'ASSOCIAZIONE	Anno	Semestre	Trimestre
Stati Austriaci e Francia . . . . . L.	80	46	26
— detti Stati per il solo giornale senza i Rendiconti del Parlamento . . . »	58	30	16
Inghilterra e Belgio . . . . »	120	70	36

OSSERVAZIONI METEOROLOGICHE FATTE ALLA SPECOLA DELLA REALE ACCADEMIA DI TORINO, ELEVATA METRI 275 SOPRA IL LIVELLO DEL MARE.

Data	Barometro a millimetri			Termomet. cent. unito al Barom.			Term. cent. espost. al Nord			Minim. della notte	Anemoscopio			Stato dell'atmosfera		
	m. o. 9	mezzodì	sera o. 3	matt. ore 9	mezzodì	sera ore 3	matt. ore 9	mezzodì	sera ore 3		matt. ore 9	mezzodì	sera ore 3	matt. ore 9	mezzodì	sera ore 3
3 Luglio	714 20	713,51	712 90	+29 0	+32,2	+36,4	+26,8	+31,5	+32,0	+20,2	N.E.	S.S.O.	O.S.O.	Nug. sottili	Nuvolette	Nuv. sparse

PARTE UFFICIALE

TORINO, 3 LUGLIO 1863

Il N. 1315 della Raccolta Ufficiale delle Leggi e dei Decreti del Regno d'Italia contiene il seguente Decreto:

VITTORIO EMANUELE II
Per grazia di Dio e per volontà della Nazione
RE D'ITALIA

Visto l'art. 5 dello Statuto del Regno;
Sentito il Consiglio dei Ministri;
Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli Affari Esteri,
Abbiamo ordinato ed ordiniamo quanto segue:

Articolo unico.

Piena ed intiera esecuzione sarà data al Trattato di amicizia, di commercio e di navigazione conchiuso tra il Regno d'Italia e la Repubblica di Liberia, sottoscritto in Londra addì ventitrè del mese di ottobre mille ottocento sessantadue, le di cui ratificazioni furono ivi scambiate addì 6 del mese di maggio del corrente anno 1863.

Ordiniamo che il presente Decreto, munito del Sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle Leggi e dei Decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato in Torino, addì 6 giugno 1863.

VITTORIO EMANUELE.

VISCONTI-VENOSTA.

TRATTATO
d'amicizia, di commercio e di navigazione tra l'Italia e la Repubblica di Liberia.

VITTORIO EMANUELE II
Per grazia di Dio e per volontà della Nazione
RE D'ITALIA,
A tutti coloro che le presenti vedranno, salute!

Un Trattato di amicizia, di commercio e di navigazione essendo stato conchiuso tra il Regno di Italia e la Repubblica di Liberia, e sottoscritto dai rispettivi plenipotenziari a Londra addì 23 del mese di ottobre dell'anno 1862,

Trattato del tenore seguente:

Sa Majesté le Roi d'Italie d'une part et Son Excellence le Président de la République de Libérie d'autre part, voulant établir et développer les relations d'amitié, de commerce et de navigation entre l'Italie et la République de Libérie, sont convenus de négocier un Traité propre à atteindre ce but, et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi d'Italie, monsieur le marquis V. E. Tapparelli d'Azeglio, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près la Cour de Sa Majesté Britannique, Grand'croix de son Ordre des Ss. Maurice et Lazare, etc., etc.;

Son Excellence le Président de la République de Libérie, monsieur Gérard Ralston, citoyen des Etats-Unis d'Amérique, résidant actuellement à Londres comme Consul général de la République de Libérie;

Lesquels, après s'être communiqués leurs pleins pouvoirs et les avoir trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1. Il y aura paix et amitié perpétuelle entre le Royaume d'Italie et la République de Libérie, ainsi qu'entre les nationaux des deux Pays.

Art. 2. Il y aura liberté réciproque de commerce et de navigation entre le Royaume d'Italie et la République de Libérie. Les citoyens des deux Etats pourront entrer dans les ports, places et rivières des territoires de l'autre, partout où le commerce étranger est permis ou le sera à l'avenir.

Ils pourront résider et commercer dans quelques parties que ce soit des territoires des deux Etats, et y jouiront d'une protection complète pour leurs personnes et leurs propriétés. Ils seront libres d'acheter et de vendre à qui bon leur semblera sans qu'aucun préjudice, ni aucune entrave leur soit créée par le fait d'un monopole, d'un contrat ou d'un privilège exclusif de vente ou d'achat quelqu'il soit. Ils auront le droit d'y posséder des biens meubles de toute espèce et d'en disposer selon les lois du Pays, de recueillir et de transmettre les successions de cas mêmes biens *ab intestat* ou testamentaires, à l'égal des nationaux, selon les lois du Pays et sans être assujettis à raison de leur qualité d'étranger à aucun prélèvement ou impôt qui ne serait dû par les nationaux.

Ils jouiront en outre de tout autre droit ou privilége qui est ou pourra être accordé à tout autre étranger, sujet ou citoyen de la nation la plus favorisée.

Art. 3. Aucun droit de tonnage ou autre droit, charge ou redevance ne seront perçus dans le Royaume d'Italie sur les navires de la République de Libérie ou sur les marchandises importées ou exportées par des navires de la République de Libérie, autres ou plus élevés que ceux qui pourront être perçus sur les navires nationaux ou sur les marchandises importées ou exportées par les navires nationaux. De même aucun droit de tonnage ou autre droit, charge ou redevance ne seront perçus dans la République de Libérie sur les navires italiens ou sur les marchandises importées ou exportées par des navires italiens, autre ou plus élevé que ceux qui pourront être perçus dans les mêmes cas sur les navires nationaux ou les marchandises importées ou exportées par lesdits navires nationaux.

Il est seulement dérogé aux dispositions qui précèdent pour l'importation du sel et des produits de la pêche nationale, les deux Pays se réservant la faculté d'accorder aux importations de ces articles par pavillon national des priviléges spéciaux.

Art. 4. Les produits ou marchandises provenant d'Italie à bord d'un navire quelconque, ou d'un point quelconque à bord d'un navire italien, ne seront, à l'importation dans la République de Libérie, ni prohibés, ni assujettis à aucun droit plus élevé que ceux qui sont perçus dans les mêmes cas sur les marchandises ou produits provenant de tout autre pays étranger même le plus favorisé, ou importé à bord de tout autre navire étranger.

Tous les articles de production de la République pourront en être exportés par les Italiens ou les navires italiens, à des conditions aussi favorables que par les sujets ou navires de tout autre Pays étranger même le plus favorisé. Les même faveurs et privilèges seront accordés par le Gouvernement Italien au Gouvernement de la République de Libérie et aux Libériens.

Art. 5. Dans le cas où le Gouvernement de la République de Libérie serait dans l'intention de trafiquer de certains articles d'importation afin de se créer un revenu en les vendant moyennant une augmentation fixe ajoutée au prix coûtant, ces mêmes articles ou tout autre qui feraient à quelque époque que ce soit objet de ce trafic, pourront être importés par des négociants particuliers et ils ne seront jamais assujettis à aucun droit plus élevé que la différence du prix coûtant au taux fixé par le Gouvernement pour la vente de ces articles.

Dans le cas où le Gouvernement de la République fixerait le prix d'un article quelconque de production indigène, dans le but que cet article soit pris en paiement d'autres articles dont le Gouvernement ferait commerce, toutes les personnes commerçantes avec la République de Libérie pourront en paiement des taxes présenter au Trésor ledit article de production indigène au prix fixé par le Gouvernement.

Art. 6. Le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie et le Gouvernement de la République de Libérie s'engagent réciproquement à accorder la même protection à tous les navires italiens ou libériens, leurs officiers, passagers et équipages.

Si quelque navire de l'un des deux Etats venait à faire naufrage ou à souffrir quelque avarie sur les côtes de l'autre Etat, les Autorités locales lui porteront secours et le protégeront contre le pillage, en permettant en cas de besoin de décharger ses marchandises sans exiger aucun droit, ni impôt, ni contribution quelconque, jusqu'à ce que ces marchandises puissent être exportées, à moins qu'elles ne soient livrées à la consommation intérieure. Elles veilleront de même à ce que tous les articles sauvés du naufrage soient restitués à leurs légitimes propriétaires.

Le montant des droits sera réglé en cas de contestation par des arbitres choisis par les deux Parties.

Art. 7. Les Italiens dans la République de Libérie, et réciproquement les citoyens de la République dans les Etats de Sa Majesté le Roi d'Italie, jouiront de la plus parfaite liberté de conscience en matière de religion, conformément au système de tolérance pratiqué dans leurs Pays respectifs.

Art. 8. La traite des noirs est rigoureusement défendue; les navires des deux Etats qui se livreraient à cet infame trafique seront jugés et punis d'après les lois en vigueur dans leurs Pays respectifs.

Art. 9. L'intention des deux Parties contractantes étant de s'engager par le présent Traité à s'accorder réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée, il est convenu que toute faveur, privilége ou immunité quelconque en matière de commerce et de navigation, que l'une des deux Parties contractantes accorde ou accordera par la suite aux sujets ou citoyens d'un Etat étranger quelconque, sera étendu aussi aux sujets ou citoyens de l'autre Partie contractante gratuitement, si la concession a été gratuite, ou moyennant une compensation aussi équitable que possible, tant par sa valeur que par les effets qu'elle peut produire, le tout à régler d'un commun d'accord, si la concession a été accordée conditionnellement.

Art. 10. Chacune des Parties contractantes pourra nommer des Consuls, Vice-Consuls, Agents et Délégués consulaires qui résideront dans les Etats de l'autre pour la protection du commerce. Toutefois aucun de ces Agents ne pourra exercer ses fonctions avant d'avoir reçu l'autorisation dans la forme usitée du Gouvernement territorial. Ils jouiront dans l'un et dans l'autre Pays, tant pour leurs personnes que pour l'exercice de leurs charges, des mêmes priviléges et de la même protection qui sont ou seront accordés aux Consuls de la nation la plus favorisée.

Art. 11. Les Consuls respectifs pourront faire arrêter et renvoyer, soit à bord, soit dans leurs propres Pays, les marins qui auraient déserté des bâtiments de leur nation dans l'un des ports de l'autre.

A cet effet ils s'adresseront par écrit aux Autorités locales compétentes, et justifieront par l'exhibition en original ou en copie dûment certifiée, des registres du bâtiment, ou du rôle d'équipage, ou par d'autres documents officiels, que les individus réclamés faisaient partie de cet équipage.

Sur cette demande ainsi justifiée, la remise leur sera accordée; il leur sera donné toute aide pour l'arrestation desdits déserteurs, qui seront même détenus dans les maisons d'arrêt du Pays à la réquisition et aux frais des Consuls, jusqu'à ce que ces Agents aient trouvé une occasion pour les faire partir. Si pourtant cette occasion ne se présente pas dans un délai de deux mois, à compter du jour de l'arrestation, les déserteurs seraient mis en liberté et ne pourraient plus être arrêtés pour la même cause. Il est entendu que les marins sujets de l'autre Partie seront exceptés de la présente disposition à moins qu'ils ne soient naturalisés citoyens de l'autre Pays.

Si le déserteur avait commis quelque délit, son renvoi serait différé jusqu'à ce que le Tribunal compétent ait rendu son jugement et que ce jugement ait reçu son exécution.

Art. 12. Le présent Traité sera en vigueur pendant dix ans à compter du jour de l'échange des ratifications, et au delà de ce terme jusqu'à l'expiration de douze mois après que l'une des deux Parties contractantes aura annoncé à l'autre son intention de le faire cesser, chacune des deux Parties contractantes se réservant le droit de faire une telle déclaration au but des dix années susmentionnées ou à toute autre date ultérieure.

Art. 13. Les deux Parties contractantes se réservent le droit, toutes les fois qu'elles le jugeront convenable, de restreindre par loi aux ports légalement désignés, la faculté, pour les bâtiments de l'autre Partie, d'exécuter des transactions commerciales, pourvu que cette restriction ne soit pas appliquée à l'une des Parties contractantes sans l'être également à toutes les autres Puissances indistinctement.

Art. 14. Le présent Traité sera ratifié et les ratifications seront échangées à Londres dans le délai de dix-huit mois, à compter du jour de la signature, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les plénipotentiaires l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait en double original, à Londres, le vingt-trois octobre mil huit cent soixante-deux.

(L. S.) V. E. D'AZEGLIO.

(L. S.) GÉRARD RALSTON.

Noi avendo veduto ed esaminato il qui sovrascritto Trattato d'amicizia, di commercio e di navigazione, ed approvandolo in ogni e singola sua parte, lo abbiamo accettato, ratificato e confermato, come per le presenti lo accettiamo, ratifichiamo e confermiamo promettendo di osservarlo e di farlo osservare inviolabilmente.

In fede di che Noi abbiamo firmato di Nostra mano le presenti lettere di ratificazione e vi abbiamo fatto apporre il Nostro Grande Sigillo.

Dato nel R. Palazzo di Torino addì quattro del mese di aprile l'anno del Signore mille ottocento sessantatre e del Regno Nostro il decimoquinto.

VITTORIO EMANUELE.

Per parte di S. M. il Re
Il Ministro Segret. di Stato per gli affari esteri
VISCONTI VENOSTA.

Il N. 1327 della Raccolta Ufficiale delle Leggi e dei Decreti del Regno d'Italia contiene il seguente Decreto:

VITTORIO EMANUELE II
Per grazia di Dio e per volontà della Nazione
RE D'ITALIA

Visto l'articolo 7 del Decreto del 16 febbraio 1862, contenente vari provvedimenti diretti all'attuazione del nuovo Ordinamento giudiziario nelle Provincie Napolitane e Siciliane, così concepito:

« Tanto nelle Provincie Napolitane che nelle Siciliane quando per mancanza o legittimo impedimento di alcuni dei Giudici delle Assisie, o del supplente, non si abbia il numero dei membri necessari al giudicio, sarà chiamato a sedere uno dei Consiglieri della Corte d'Appello per ordine d'anzianità.

« Se però la Corte d'Assisie deve esercitare le sue funzioni in sede diversa da quella della Corte di Appello, sarà richiesto a supplire uno dei Giudici del Tribunale di Circondario per ordine di precedenza. »

Visto l'alinea dell'articolo 5 della legge 19 gennaio 1862, con cui venne autorizzato il Governo ad emettere con Regii Decreti i provvedimenti necessari per l'attuazione del nuovo Organico nelle Provincie suddette;

Considerando che giova estendere l'applicazione dell'alinea del sopratrascritto art. 7 al caso che la Corte d'Assisie si tenga in luogo che è residenza di Corte d'Appello; dappoichè è possibile accadere che per un concorso di circostanze non si potesse richiedere alcuno de' Consiglieri della Corte di Appello a surrogare il Giudice naturale o supplente della Corte d'Assisie che manca, ovvero è impedito;

Sulla proposizione del Nostro Guardasigilli, Ministro Segretario di Stato per gli Affari di Grazia e Giustizia e de' Culti,

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1. Quante volte nelle Provincie Napolitane e Siciliane non possa intervenire in una Corte di Assisie, stabilita in città che è sede di Corte d'Appello, a motivo di mancanza o legittimo impedimento, alcuno dei Consiglieri di questa, in surrogazione di uno dei Giudici delle Assisie o del supplente mancante o legittimamente impedito, sarà richiesto a supplirvi uno dei Giudici del Tribunale di Circondario per ordine di precedenza.

Art. 2. Il presente Decreto avrà esecuzione dalla sua data.

Ordiniamo che il presente Decreto, munito del Sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle Leggi e dei Decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Torino, addì 6 giugno 1863.

VITTORIO EMANUELE.

G. PISANELLI.

Il N. DCCLXXVIII della parte supplementare della Raccolta ufficiale delle Leggi e dei Decreti del Regno d'Italia contiene il seguente Decreto:

VITTORIO EMANUELE II
Per grazia di Dio e per volontà della Nazione
RE D'ITALIA

Veduto il Decreto Reale del giorno 17 luglio 1862, col quale è stata autorizzata la esecuzione temporanea del piano di riparto delle acque del fiume di Gallico (Provincia di Reggio in Calabria), e del regolamento o statuto relativi per servizio della irrigazione;

Veduta la nota della Prefettura di Calabria Ultra 1.a in data 16 maggio p. p. da cui rilevasi che, avendo l'esperienza dimostrato essere insufficiente il periodo di sette giorni stabilito nel piano citato per la distribuzione delle acque di detto fiume in confronto della estensione di terreno che deve irrigare, quelle popolazioni domandarono il prolungo di due giorni al periodo stesso;

Veduto il rapporto fatto in data 11 maggio u. s. dall'Ingegnere capo della Società per la costruzione

delle strade ferrate Calabro-Sicule, col quale viene constatata la necessità di un prolungamento al periodo come sovra stabilito;

Sulla proposta del Ministro di Agricoltura, Industria e Commercio,

Abbiamo ordinato ed ordiniamo:

Articolo unico.

Il periodo di sette giorni stabilito nel piano approvato col Nostro Decreto del 17 luglio 1862 per la distribuzione delle acque del fiume di Gallico in Provincia di Calabria Ultra 1.a a servizio della irrigazione, è prolungato temporariamente di due giorni.

Ordiniamo che il presente Decreto, munito del Sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle Leggi e dei Decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Torino, addì 14 giugno 1863.

VITTORIO EMANUELE.

MANNA.

Il N.° DCCLXXIX della parte supplementare della Raccolta ufficiale delle Leggi e dei Decreti del Regno d'Italia contiene il seguente Decreto:

VITTORIO EMANUELE II

Per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

Visto il regolamento presentato dalla Società anonima costituitasi in Meldola per la fondazione di una Cassa di risparmio;

Visto il parere del Consiglio di Stato;

Sulla proposta del Ministro di Agricoltura, Industria e Commercio,

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1. È approvata l'istituzione nel Comune di Meldola (Provincia di Forlì) di una Cassa di risparmio.

Art. 2. Sono approvati gli Statuti che dovranno governare la detta Cassa, visti d'ordine Nostro dal Ministro di Agricoltura, Industria e Commercio.

Art. 3. L'alta sorveglianza della Cassa è delegata al Prefetto della Provincia, che avrà anche la facoltà di approvare i regolamenti di amministrazione interna.

Art. 4. Il Consiglio d'amministrazione della nuova Cassa di risparmio procederà alla stampa del presente Decreto e degli Statuti con questo approvati.

Ordiniamo che il presente Decreto, munito del Sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle Leggi e dei Decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Torino, addì 14 giugno 1863.

VITTORIO EMANUELE.

MANNA.

VITTORIO EMANUELE II

Per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

Visto il R. Decreto del 16 marzo 1862, n. 503:

Sulla proposizione del Ministro Segretario di Stato per l'Agricoltura, Industria e Commercio,

Abbiamo decretato e decretiamo:

Articolo unico.

È approvata l'ordinanza pronunziata addì 2 giugno corrente dal Prefetto della Provincia di Basilicata con la quale viene omologata la conciliazione avvenuta tra il Comune di Ferrandina e 105 occupatori dei demanii comunali.

Il Ministro anzidetto è incaricato dell'esecuzione del presente Decreto che sarà registrato alla Corte dei Conti.

Dato a Torino, addì 18 giugno 1863.

VITTORIO EMANUELE.

MANNA

VITTORIO EMANUELE II

Per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA.

Visto il Decreto del 16 marzo 1862, n. 503;

Sulla proposizione del Nostro Ministro Segretario di Stato per l'Agricoltura, Industria e Commercio,

Abbiamo decretato e decretiamo:

Articolo unico.

È approvata l'ordinanza pronunziata addì 10 giugno corrente dal Prefetto della Provincia di Basilicata in omologazione della conciliazione avvenuta fra il Comune di Corleto ed i signori Paolo, Gennaro e Francesco del fu Nicola Pizzicara per le usurpazioni commesse dall'autore di questi ultimi sul demanio comunale Mattinelle.

Il Ministro anzidetto è incaricato dell'esecuzione del presente Decreto, che sarà registrato alla Corte dei Conti.

Dato a Torino, addì 18 giugno 1863.

VITTORIO EMANUELE.

MANNA

Sua Maestà, assecondando le istanze del sig. Giuseppe Michele Montagnini, con Decreto del 7 maggio ora scorso concedeva al medesimo di assumere e di trasmettere a' suoi discendenti maschi da maschi il titolo di conte ora estinto del quale per Lettere Patenti 16 aprile 1773 venne da S. M. Vittorio Amedeo, Re di Sardegna, investito col feudo di Mirabello l'antenato suo Carlo Ignazio Montagnini.

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO — TORINO, 3 *Luglio* 1863

MINISTERO DELLE FINANZE.

Direzione generale del Tesoro.

Essendosi smarriti i vaglia descritti nel presente stato, si avverte chiunque possa avervi interesse che, trascorsi giorni trenta da questa pubblicazione senza che siasi fatta opposizione al Ministero delle Finanze, Direzione generale del Tesoro, si provvederà al rilascio d'un duplicato dei medesimi.

Descrizione dei vaglia.

Vaglia n. 269, rilasciato dalla Tesoreria centrale in data 6 marzo 1863, per la somma di L. 281 50, esercizio 1863, per lo stipendio dovuto pel mese di febbraio 1863 al sig. avv. Zini Bonaventura segretario di 1.a classe nel Ministero di Finanze in missione a Firenze.

Vaglia n. 43, rilasciato dalla Tesoreria di Oristano, in data 27 aprile 1863, per la somma di L. 9140, esercizio 1863, pel sovrascritto versamento che venne eseguito dal sig. cav. D. Efisio. Carta contro corrispondente vaglia del Tesoro a favore del signor Francesco Santoro, pagabile dalla Tesoreria del circondario di Genova.

Torino, addì 2 luglio 1863.

Il Direttore capo della 3.a Divisione

A. SAVINA.

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO
DEL REGNO D'ITALIA

Seconda pubblicazione.

Conformemente alle disposizioni degli articoli 31 della Legge 10 luglio 1861 e 47 del R. Decreto 28 stesso mese ed anno,

Si notifica che i titolari delle sotto designate rendite allegando la perdita dei corrispondenti certificati di iscrizione ebbero ricorso a quest'Amministrazione, onde, previe le formalità prescritte dalla Legge, loro vengano rilasciati nuovi titoli.

Si diffida pertanto chiunque possa avervi interesse che sei mesi dopo la prima pubblicazione del presente avviso, qualora in questo termine non vi siano state opposizioni, si rilascieranno i nuovi certificati.

Num. delle iscrizioni	Intestazione		Rendita
	Debito 24 dicembre 1819 (Sardegna)		
796	Poveri infermi di Vauda S. Maurizio (Torino)	L.	» 72
10316	Parrocchia di S. Nicolò in Paggi, frazione di Carasco (Chiavari) con annotazione	»	80 »
9954	Chiesa parrocchiale sotto il titolo di S. Maria in Rocchetta Spigno (Acqui) con annotazione	»	75 »
5461	Cappellania eretta con Decreto del 14 ottobre 1828 della Commissione incaricata dell'esecuzione del Breve Pontificio del 14 maggio stesso anno sotto il n. 1 nella diocesi d'Aosta e sotto il titolo di S. Caio	»	300 »
5462	Id. id. sotto il titolo di S. Valentino	»	300 »
5463	Id. id. sotto il titolo di S. Cleto	»	300 »
5464	Id. id. sotto il titolo di S. Marcellino	»	300 »
5465	Id. id. sotto il titolo di S. Vitale	»	300 »
5466	Id. id. sotto il titolo di S. Bonifacio	»	300 »
5467	Id. id. sotto il titolo di S. Venanzio	»	300 »
5468	Id. id. sotto il titolo di S. Erasmo	»	300 »
5469	Id. id. sotto il titolo di S. Cipriano	»	300 »
3083	Chiesa parrocchiale di Castellengo (Biella)	»	34 61
9337	Beneficio o cappellania corale sotto il titolo di S. Giovenale eretta nella cattedrale di Fossano	»	74 »
6851	Compagnia del Suffragio in Pietramarazzi (Alessandria)	»	18 13
2852	Comunità di Calosso (Asti)	»	22 »
383	Congregazione di carità di Arborio	»	318 87
	Consolidato Napolitano.		
36387	Pesanti Luigi fu Nicola	Ducati	8 »
35164	Iannacchione Martire fu Sabatino	»	9 »
15097	Accisano Bruno fu Saverio	»	8 »
5945	Convento dei Padri Domenicani di San Domenico di Taranto	»	6 »
2856	Capuano Domenico fu Giuseppe	»	10 »
1838	Mensa vescovile di Avellino	»	137 »
3837	Suddetta	»	74 »
3503	Preposito curato *pro tempore* della chiesa parrocchiale sotto il titolo di S. Croce in Torre del Greco	»	20 »
1743	Beneficenza di Falerno	»	5 »
36979	Rizzo Domenico fu Gennaro	»	8 »
36949	Sansonna Vincenzo fu Giuseppe	»	8 »
37789	Bruno Vincenzo di Simone	»	5 »
36076	Borregine Rocco di Giuseppe	»	8 »
1971	Scognamiglio Michele fu Giovanni	»	10 »
59164	Orlando Giovanni fu Andrea	»	70 »
59160	Palomba Giuliana fu Raffaele	»	160 »
59161	Mazza Bartolomeo di Leonardo	»	80 »
13050	Palomba Giuliana fu Raffaele	»	280 »
57144	Mazza Bartolomeo fu Leonardo	»	70 »
35510	Maglione Salvatore fu Bartolomeo	»	20 »
16719	Cicchitelli Pantaleone fu Evangelista	»	8 »
40584	Celentano Pasquale fu Antonio	»	9 »
»	Gambardella Felice fu Michele	»	273 »
6812	Gonzales Gio. Battista di Gennaro	»	4 »
17602	Di Brocchetti Enrico fu Giuseppe	»	340 »
17601	Beneventano del Bosco Luigi di Antonio, minore, sotto l'amministrazione di detto suo padre	»	30 »
6269	Strina Cannetiella fu Gennaro	»	25 »
21540	Ciardulli Giovanna fu Giovanni	»	40 »
1604	De Pennino Francesco di Cuoso	»	14 »
40313	Innaro Salvatore fu Vincenzo	»	4 »
36534	Lucito Alessandro fu Giuseppe	»	8 »
1766	Gambardella Felice fu Michele	»	273 »
21193	Tripoli Provvidenza fu Giovanni	»	350 »
1701	Chiesa parrocchiale di S. Nicola e Santa Maria Maggiore nel Comune di Iscardi in Calabria Ultra 2.a	»	1 »
1442	Suddetta	»	6 »
5416	Suddetta	»	1 »
2019	Chiesa parrocchiale sotto il titolo di Santa Maria Maggiore e S. Nicola vescovo nel Comune di Iscardi in Calabria Ultra 2.a	»	4 »
21372	Galluccio Giuseppe di Andrea	»	20 »
30413	Cordella Michele fu Giovanni, minore, sotto l'amministrazione di Forgioni Giovanni tutore	»	5 »
1143	Buono Francesco Ludovico di Pasquale	»	8 »
2068	Pennacchio Girolamo fu Antonio	»	9 »
3287	Maiello Francesco Antonio di Arcangelo	»	4 »
22892	Vigliano Francesco fu Salvatore	»	210 »
	Rendita Siciliana.		
1436	Chiesa del Purgatorio di Palma	»	3 »
2610	Ospedale di S. Tommaso Apostolo di Aidone	»	31 »
1160	Chiesa della Catena della Terra di Librizzi	»	2 »
539	Masseo Giuseppe Antonio e Turriano Bavastrelli Maria coniugi	»	11 »
1016	Ruffo Calocero di Giuseppe (con vincolo)	»	60 »
1017	Suddetto	»	6 »
	27 agosto 1820 (Lombardia).		
8015	Comune di Canno, Distretto XVII, Provincia di Bergamo	Fiorini	33 »
	Debito 21 agosto 1838 (Sardegna)		
2354	San Giust D. Francesco conte di S. Lorenzo e barone di Turtel	L.	247 »
	Consolidato 1861.		
574	Beneficio eretto sotto il titolo di S. Agostino nella chiesa di S. Maria Maggiore in Vercelli	»	3 12

Il Direttore Generale

MANCARDI.

Il Direttore Capo di Divisione

Segretario della Direzione gen.

M. D'ARIENZO.

ESTERO

FRANCIA. — *Relazione all'Imperatore che precede il decreto per l'Esposizione universale dei prodotti agricoli ed industriali che verrà aperta nel* 1867 *a Parigi.*

Sire,

Dopo la chiusura dell'Esposizione di Londra e prima della distribuzione delle ricompense fatta da V. M. il 25 di gennaio i principali espositori manifestarono il desiderio che nel 1867 si aprisse a Parigi un'esposizione universale. Parecchi fra loro si riunirono per deliberare su questo argomento ed offrirono alla Giunta imperiale di aprire una sottoscrizione pel caso in cui il Governo ammettesse una compagnia a partecipare ai carichi di quest'impresa. Essi presentarono per sostenere questo progetto delle liste di adesione coi nomi di molte case importanti di Parigi e dei dipartimenti.

Questi voti trovarono nei membri della Giunta imperiale un'accoglienza simpatica e il suo presidente, S. A. I. il principe Napoleone, aveva anzi consentito a trasmetterli a V. M. La partenza di S. A. gl'impedì di dar seguito a questo affare. Se oggi assunto io lo riprendo egli è perchè la Giunta imperiale terminerà verisimilmente i suoi lavori prima del ritorno del principe a Parigi.

Prima di formularli ho creduto dover consultare la Giunta imperiale sull'utilità di una mostra universale e sul tempo in cui sarebbe conveniente stabilirne la apertura.

La Giunta che si riunì il 5 di giugno credette unanime che i vantaggi industriali e morali delle esposizioni universali si manifestassero sempre più. I produttori ne ritrassero per sè stessi un grande vantaggio pratico pei loro contromastri e pei loro operai, e vi trovarono i mezzi di migliorare i loro metodi di fabbricazione o di estendere il circolo delle loro operazioni mercantili. Finalmente gli scienziati ed artisti che componevano il giurì internazionale convengono generalmente nel credere che questi concorsi stimolino il progresso delle scienze ed arti.

Inoltre se questa mostra è fatta in modo che attiri molti nazionali e forestieri, sarà per la città di Parigi una fonte considerabile di guadagno e favorirà alla volta l'influenza della nazione francese e lo svolgimento delle sue relazioni di ogni genere.

La Giunta credette che un sentimento di giusta emulazione debba dopo l'esposizione del 1862, come dopo quella del 1851, portare la Francia a succedere all'Inghilterra e tentare per la seconda volta questa grande intrapresa. Finalmente a lato di questi vantaggi generali ve ne sono altri cui la riunione degli scienziati ed industriali di tutti i paesi permette ottenere. Così la Giunta internazionale dei pesi e misure istituita nel 1855 presso l'esposizione universale contribuì co' suoi lavori a propagare in Europa l'adozione del sistema metrico, le conferenze consimili si potrebbero ancora trattare utilmente importanti questioni di scienza, commercio e finanze.

In sostanza, fondandomi sull'avviso della Giunta imperiale e sull'opinione unanime del commercio e dell'industria ho l'onore di proporre a V. M. di ordinare:

1. Che abbia luogo a Parigi un'esposizione nel 1867;

2. Che essa sia più compiutamente universale che le precedenti e comprenda a questo scopo, per quanto è possibile, i prodotti industriali di tutte le contrade e le opere d'arte e generalmente tutti i rami dell'attività umana.

3. Che l'avviso di quest'esposizione sia immediatamente pubblicato affinchè tutti i produttori, compresi quelli delle nazioni più lontane, abbiano il tempo di prepararvisi.

Debbo soggiungere, terminando, che al tempo stesso dell'esposizione agricola ed industriale abbia luogo una esposizione di belle arti.

Il signor ministro di Stato a cui spetta il prendere i provvedimenti relativi deve sottomettere indilatamente a V. M. il decreto speciale che deve autorizzare questa esposizione.

Sono col più profondo rispetto, Sire,

Di Vostra Maestà,

Umilissimo, ubbidientissimo serv. e suddito fedele

Il ministro dell'agricoltura, commer. e lavori pubblici

E. ROUHER.

FATTI DIVERSI

R. ACCADEMIA DI SCIENZE LETTERE ED ARTI IN MODENA. *Adunanza della Sezione di Lettere*, 28 *maggio* 1863. — Il cav. Giuseppe Campi in una prima lettura incominciò dal ringraziare gli Accademici per averlo onorato con l'aggregarlo al loro numero. Lamentò che impegni assunti con una casa editrice, e le sue quotidiane incumbenze, nella sua qualità di dirigente questi Archivi governativi non gli consentano di dedicarsi interamente alli servigi dell'Accademia e della Società di Storia patria. Accennò lavori filologici per lui condotti in questi ultimi trent'anni, fra' quali figurano le molte sue giunte e correzioni da farsi al Gran Dizionario Italiano, tratte dai mss. Parigini. Parlò più distesamente d'un odierno suo lavoro, voto supremo di tutta la sua vita, quello della correzione della Divina Commedia, ch'egli si confida di accostare più d'ogni altro all'autografo smarrito e fors'anco perduto, aiutandosi in ciò con gli spogli fatti verso per verso di oltre 50 testi in penna trovati in diversi paesi. Disse della passione che da 40 anni lo distringe per siffatto lavoro, de' sacrifici, delle privazioni a cui si sottopose volontariamente per incarnare questo suo disegno, degli ostacoli che lo attraversarono in diverse occasioni. Lamentò la vergogna degl'Italiani di essersi lasciati furare le messe in questo fatto da uno straniero, il ch. prof. Carlo Witte di Breslavia, tenero delle cose nostre e meritevole dell'intera nostra riconoscenza, il quale nell'anno p. p. diede in luce in Berlino un suo testo della D. C. da lui ridotta a migliore lezione con l'aiuto di quattro autorevoli mss. Dichiarò che, per la reverenza dovuta ad un tant'uomo, avrebbe rinunciato al suo divisamento, se già da oltre quattro anni non avesse obbligato con iscritta legale il suo lavoro ad una casa editrice. Aggiunse però essere di rispettoso parere che l'accordo di quattro mss., per quanto siano autorevoli, non possa bastare a ricondurre il poema sacro alla sua genuina lezione; non conoscere mss., per buono che sia, che non formicoli d'errori; siccome per l'opposito, non avvene alcuno, per dispregievole che apparisca, il quale qua e là non offra le sue belle ed originali varianti, vere gemme tra carboni spenti, miracolosamente sfuggite ai fieri guasti d'ignavi, o presuntuosi amanuensi; essere intimamente persuaso che non vi sia testo ms. da doversi gittar via, od *e converso*, da doversi ciecamente venerare. Conchiuse in proposito: che un nuovo testo delle Cantiche divine dev'essere un lavoro ecletico, spassionato, abborrente da ogni preconcetto sistema, e condotto coll'aiuto del gran codice della critica.

Lamentò la morte del fu prof. M. A. Parenti, dal quale sperò sapientissimi consigli; accennò d'avere sbozzati nel p. p. inverno i Prolegomeni colla sua sudata fatica; averli spediti agli editori, i quali li fecero correre a diverse mani, dal che ne emersero svariate e contrarie sentenze; ch'egli era sull'atto di richiamarli per darvi un'ultima mano, e per sottoporli al severo giudizio degli onorevoli Accademici suoi colleghi, dai quali spera un atto di carità tutta fraterna. Pose fine al suo discorso col dire, che in altra tornata avrebbe reso ragione degli studi letterari coi quali ingannò l'ozio ed i fastidi della vita nel carcere austriaco e nel suo lungo esulare.

Eseguita la lettura, consegna un sunto del suo scritto da pubblicarsi.

Quindi il socio cav. Raffaelli legge il seguito di una sua poesia sopra *Venezia.*

Il Segretario della Sezione

GUGLIELMO RAISINI.

(*Panaro*)

SCAVI DI POMPEI. — Leggesi nel *Giornale di Napoli* del 30 giugno:

Sabato 27 del volgente sonosi allogati nel nostro Museo altri bellissimi oggetti antichi scavati a Pompei nei giorni precedenti, che, per una lodevole pratica testè introdotta in quell'amministrazione, trovansi per alcun tempo esposti al pubblico nelle sale terrene delle dipinture greche e romane, onde ciascuno possa ammirare i nuovi tesori che ci pervengono da quegli scavi, prima che, divisi nelle varie collezioni, vadano a nascondersi negli armadi. Questi nuovi oggetti sono i seguenti:

Una testina di Giunone in argento, di squisito lavoro, appartenente ad una statuetta, il corpo della quale si trovò distrutto dalle pietre che in antico vi erano cadute sopra.

Una briglia di cavallo in bronzo col suo morso di ferro, e con i fermagli per le redini.

Una lanterna di bronzo interamente completa, col suo coperchio, le catene per tenerla sospesa, il luminello, un tubo pel lucignolo e lo smoccolatoio.

Una patera di bronzo col manico a testa di ariete.

Un bellissimo e grande vaso di bronzo a due manichi, ognuno de' quali finisce nella figura di un Genio alato con corno di abbondanza.

Un vaso di bronzo di stile assai ricercato, il cui manico termina con la testa di un Fauno.

Due altri vasi di bronzo di mezzana grandezza che al luogo del manico tengono una intera figura di Fauno in rilievo.

Un grande vaso di bronzo forse per misura, che ha il manico a forma di dito umano.

Una conca di bronzo.

Due altri vasi di bronzo di forme diverse, uno dei quali ornato con puntini d'argento.

Due lucerne di bronzo, una delle quali rivestita di lamina d'argento, ed un sostegno di esse a forma di piccolo tripode anche in bronzo.

Un'arella di bronzo e di ferro, di forma affatto nuova.

Altra bellissima patera di bronzo co' manichi a volute, ed un prefericolo dello stesso metallo per le libazioni.

Tre grandi strigili di bronzo infilzate ad un anello ciascuna avente graffita l'immagine di un gladiatore tutto chiuso nelle armi ed una tigre che corre per assalirlo.

Da ultimo vedesi anche *un suggello di bronzo*, portante il nome del padrone della casa dove questi oggetti si rinvennero, ed esso è *Lucio Cornelio Diadumeno* scritto con più nessi di lettera ed a rovescio.

PUBBLICAZIONI PERIODICHE. — Il fascicolo di giugno della *Rivista dei Comuni italiani* contiene articoli di Vittorio della Nave, di G. B. Cavalcaselle, di C. Pan

crazi, di G. Nazari e di altri autori. Fra le materie trattate accenniamo la cronaca politica; un cenno bibliografico sul conte di Cavour, una cronaca comunale, la giurisprudenza amministrativa, articoli sul pubblico ornato, sulla polizia municipale e sulla conservazione dei monumenti e degli oggetti di belle arti. Nella collezione delle leggi comunali dei varii Stati d'Europa trovasi la continuazione del Codice amministrativo del Portogallo. Accenniamo per ultimo una lettera da Girgenti del professore Donà all'abate Jacopo Bernardi e una relazione sopra le tasse locali nell'Inghilterra.

ULTIME NOTIZIE

TORINO, 4 LUGLIO 1863.

Il Senato è convocato lunedì 6 corrente mese:

Alle 12 negli uffizi per l'esame del progetto di legge sulle Bonificazioni;

Al tocco in adunanza privata per affari di servizio interno;

Alle 2 in seduta pubblica per la discussione dei seguenti progetti di legge:

1. Abolizione delle Corporazioni privilegiate di arti e mestieri (N. 23);

2. Condotta d'acqua potabile a benefizio della città e del porto di Cagliari (N. 14);

3. Costruzione di edifizi in Torino ad uso di dogane e magazzini generali (N. 7).

La Camera dei deputati nella tornata di ieri continuò la discussione dello schema di legge concernente l'imposta sulle rendite della ricchezza mobile. Vi presero parte i deputati Lanza, Sella, Capone, e il Ministro della Finanza.

DIARIO

La quistione americana che in Inghilterra tiene in grave ansia gli animi quanto quella della Polonia è stata agitata in questi giorni nella Camera dei Comuni. Il signor Roebuck propose e svolse nella tornata del 30 giugno una mozione concepita in questi termini: « La Camera vedendo col più grande rammarico il terribile spargimento di sangue cagionato da una guerra che dura da due anni, è d'avviso che il Governo deve, nell'interesse dell'umanità e della civiltà, chiedere la cooperazione dell'Imperatore dei Francesi per raccomandare un armistizio immediato fra i belligeranti. » L'onorevole oratore, quantunque sappia, egli dice, che la sua proposta incontrerà opposizione, pur la sostiene pensando ch'egli provvede ad un tempo all'onore e al tornaconto dell'Inghilterra. Sa d'altra parte che il Governo francese è favorevolmente disposto a negoziare coll'Inghilterra. Egli chiede adunque che il Parlamento prenda l'iniziativa di una pratica necessaria e invii alla Regina un indirizzo per pregarla di voler riconoscere la Confederazione del Sud.

Una mozione contraria venne tosto dopo difesa da uno degli avversari del riconoscimento del Sud, sir C. Montague. Questi è pieno di benevolenza e di ammirazione pel Sud, ma non crede che i Confederati sieno ancora in istato di assicurarsi la propria independenza. La politica dell'Inghilterra deve dunque a suo avviso, e secondo un altro oratore il deputato Clifford, essere politica di non-intervento.

Sir W. Gladstone consentì nell'avviso del signor Montague aggiungendo alle proprie parole l'autorità di ministro della Regina. L'onorevole cancelliere dello Scacchiere vorrebbe egli pure far del bene al Sud, ma non può non fare testimonianza della tenacità colla quale il Nord difende la sua supremazia. Ad ogni modo, egli aggiunse, l'intervento potrebbe avere effetto contrario da quello che altri si attende. L'intervento susciterebbe nel Nord nuova resistenza stimolata dal patriotismo e arresterebbe la reazione che si prepara in tutti gli animi a favor della pace.

Col discorso del sig. Gladstone si chiuse la tornata. Mentre però egli parlava il conte Russell dichiarava ai Lords, sopra interpellanza di lord Stratheden, ciò che già aveva contemporaneamente fatto il sig. Layard nella Camera dei Comuni, che l'ambasciatore di Francia a Londra non aveva dal suo Governo ricevuto niun ordine di fare al Gabinetto della Regina proposte nell'intento di giungere mediante pratiche comuni in America alla cessazione delle ostilità; ma che l'Imperatore desiderava adoperar di concerto coll'Inghilterra per ottenere la cessazione delle ostilità in America.

Annunziava ieri un dispaccio che la discussione sopra la proposta Roebuck verrà ripigliata ai Comuni nella tornata del 13. La Camera dovrà allora pronunziare il suo giudizio anche sopra il seguente emendamento proposto dal signor Maguire: « La Camera vedendo col più profondo dolore la deplorabile effusione di sangue che ha caratterizzato la lotta impegnata da oltre due anni fra gli Stati del Sud e quelli del Nord dell'America, e desiderando ovviare più larga effusione di sangue, invita la Regina, in nome dell'umanità e nell'interesse della civiltà, a chiedere la cooperazione dell'Imperatore dei Francesi per raccomandare un armistizio immediato in guisa che i belligeranti possano aver tempo di considerare con calma lo stato a cui è ridotta la loro patria dal sacrifizio de' più cari interessi della pace alle passioni nate dalla guerra civile e di decidersi ad adottare una composizione mutua e uno scioglimento che convenga allo stato presente di cose, terminando così una lotta, la cui continuazione — oltre il danno che ha cagionato alle grandi masse di popolazioni industriali suddite di potenze amiche — è veduta con dolore e con timore da tutte le nazioni civili del globo. »

I giornali di Londra pubblicano il protocollo sottoscritto il 1.o corrente dagli ambasciatori di Francia e Russia e dal conte Russell sulla malleveria delle frontiere e dei dritti politici della Grecia e per l'assetto del debito greco giusta gl'impegni contratti dalla Grecia nel 1860.

Prima di procedere alla discussione del bilancio delle colonie la prima Camera degli Stati Generali dei Paesi Bassi votò all'unanimità il disegno di legge che affranca nelle Indie Orientali neerlandesi le materie prime da ogni sorta dritti d'importazione. Questa legge è il primo passo all'abolizione del sistema dei dritti differenziali a Giava, dritti che quasi equivalgono a proibizione. — La Camera votò pure il credito chiesto dal Governo per la trasformazione della marina olandese in navi corazzate.

Il Governo neerlandese ha ritirato dalla discussione un trattato di commercio e di navigazione che aveva conchiuso colla Repubblica affricana di Liberia.

I lettori conoscono lo stato della quistione dell'unione doganale germanica. La Baviera che in questa grave faccenda fa parte coll'Austria dopo aver apertamente consigliato la rinunzia al trattato di commercio franco-prussiano, indirizzò il 18 giugno alle Corti sue amiche una circolare in cui le invita, dice la *Gazz. Nazion.* di Berlino, a formare un Sonderbund nello Zollverein, e propone anzi alcuni punti proprii a servire di base ai negoziati intesi a creare questa nuova unione doganale. La Baviera cerca di provare nella sua circolare che la continuazione e l'incremento delle relazioni commerciali coll'Austria non permettono di accettare il trattato di commercio franco-prussiano; aggiunge che la dichiarazione positiva chiesta alla Prussia sarà probabilmente dilatoria o negativa, e che per conseguente i governi avversi al detto trattato debbono mettersi d'accordo sulla loro condotta ulteriore. — Una lettera da Monaco all'Agenzia Havas, dopo aver riferito i punti accennati qui sopra, « per far meglio comprendere il fine delle proposte bavaresi noterò, dice, che le conseguenze della composizione proposta riescono alle conclusioni seguenti: 1. unione doganale dello Zollverein ricostituito coll'Austria; 2. riguardo alle relazioni commerciali coll'estero, mantenimento della tariffa proibitiva attualmente in vigore in quanto è richiesto dallo stato del commercio e dell'industria austriaca; 3. reiezione definitiva del trattato di commercio franco-prussiano del 2 agosto 1862 ».

La seconda Camera del Granducato d'Assia-Darmstadt adottò all'unanimità meno un voto la proposta della sua Commissione finanziaria, che dichiara di accettare senza riserva alcuna il trattato di commercio franco-prussiano, esprimendo il desiderio che l'esame delle modificazioni da recare all'articolo 31 non si faccia che più tardi.

Copenaghen celebrò il 25 giugno la festa annua della Società Reale del Tiro e della Fratellanza danese. Vi assistevano il re e i principi della famiglia reale venuti espressamente da Skodborg. Nella sala del banchetto avendo il vincitore del premio portato un brindisi a S. M. dicendo che « niun re di Danimarca non ha meritato mai quanto l'attuale amatissimo sovrano l'amore del suo popolo perchè nissuno fece mai altrettanto per la sua libertà e per la sua felicità » il re sorse a dire: Non ho fatto che il mio dovere verso il paese e la mia ricompensa è nei sentimenti di cui trovo qua l'eco. » Poi rispondendo ad un'allusione sullo stato delle cose esterne S. M. aggiunse: « Desidero per quanto possibile conservare la pace; ma se venisse mai ad essere turbata qua o là io fo assegnamento sul concorso devoto del mio popolo. » Le parole del re furono accolte da un'acclamazione unanime.

Il generale Mouravieff ha ordinato con proclama inserto nel *Corriere di Vilna* del 25 giugno che i proprietari non debbano senza motivi debitamente legalizzati allontanarsi dalle loro proprietà. Il governatore della Lituania ingiunge ai generali comandanti di governo che dopo la pubblicazione del suo decreto debbano porre indilatamente sotto sequestro tutte quelle proprietà o poderi dai quali sieno assenti i proprietarii e ne caccino fuori le loro famiglie. I proprietari poi saranno accusati di tenere relazioni colle bande degl'insorti.

Un telegramma da Cracovia 1.o luglio annunzia che monsignor Felinski, arcivescovo di Varsavia, venne, dopo un colloquio coll'imperatore Alessandro, relegato a Jaroslaw, e che il vescovo Krasinski fu relegato a Perm.

Il ministro della guerra in Francia ha con circolare del 15 giugno inviato alle autorità civili e militari le tavole di riparto del contingente della classe del 1862. L'armata è stabilita in 6,825 uomini ripartiti così: equipaggi della flotta: compagnie di deposito di meccanici 800; apprendizzi marinai 3,200; reggimento d'artiglieria 520; operai d'artiglieria 305; fanteria 2,000. Per l'esercito il contingente è di 93,175 uomini ripartiti in fanteria 79,975; cavalleria 8000; artiglieria 4,000; genio 600; equipaggi militari 600.

I vescovi della Spagna chiesero al Governo la sospensione della pubblicazione dei *Miserabili* di V. Hugo. La quistione fu portata davanti il Consiglio di Stato, il quale invitò i vescovi a segnalargli quelle parti che vi trovino pericolose.

Il 28 giugno ultimo alle 11 del mattino giunse a Badajoz la prima locomotiva che sia partita da Lisbona. Il tragitto fu compiuto in sei ore. La *Correspondencia* di Madrid annunziando il fatto aggiunge che una folla immensa salutò il nuovo arrivato lieta di veder la capitale del Regno di Portogallo legata alla Spagna per istrada ferrata.

Nel discorso reale per la chiusura delle Cortes portoghesi si ringraziano le Camere per aver votato l'abolizione dei maggioraschi, la creazione di un credito fondiario e il bilancio. Il Re dichiara essergli state gratissime le manifestazioni simpatiche avvenute nella congiuntura del suo matrimonio e alla notizia che la Regina aveva la speranza di dargli un erede.

Due supplementi alla Gazzetta d'oggi contengono il regolamento pei diritti di segreteria sugli atti della Camera di commercio ed arti di Lucca; una serie di Decreti della parte supplementare della Raccolta ufficiale; notizie statistiche della Direzione generale delle Poste; la serie dei numeri che furono sottratti testè al Tesoro pubblico di Varsavia; ed inserzioni legali.

DISPACCI ELETTRICI PRIVATI

(Agenzia Stefani)

Parigi, 3 luglio.

Notizie di borsa.

(Chiusura)

Fondi Francesi 3 0[0 — 68 50.
Id. id. 4 1[2 0[0. — 96 80.
Consolidati Inglesi 3 0[0 — 92 1[4.
Consolidato Italiano 5 0[0 (apertura) — 73 60.
Id. id. chiusura in contanti 74.
Id. id. fine corrente — 73 85.
Prestito italiano — 74 95.

(Valori diversi).

Azioni del Credito mobiliare — 1170.
Id. Strade ferrate Vittorio Emanuele. — 425.
Id. id. Lombardo-Venete — 570.
Id. id. Austriache — 460.
Id. id. Romane — 436.
Obbligazioni id. id. — 250.
Azioni del Credito mobiliare Spagnuolo — 726.
Italiano ricercatissimo.

Liverpool, 3 luglio.

È scoppiato un grande incendio nei magazzini di cotone e grani di Water-Street. Il fuoco continua ancora. Il valore dei cotoni contenuti nei magazzini calcolasi a molti milioni di franchi; il danno ammonterà a 5 milioni.

Berlino, 3 luglio.

Da lunedì ad oggi tutte le sere nella strada *Orange* e dintorni hanno luogo numerosi attruppamenti, motivati dall'espulsione di un locatario di una casa in questa contrada. Furono scagliate delle pietre contro gli agenti di polizia, rotte le lanterne e commessi altri disordini. Molte persone sono state arrestate.

Parigi, 3 luglio.

Il *Pays*, in un articolo firmato dal segretario della redazione, dice che fin d'ora si crede autorizzato a considerare come certa l'accettazione per parte della Russia della progettata conferenza sulla base dei sei punti proposti dalle tre potenze.

Messina, 3 luglio.

Sono arrivati il principe e la principessa Napoleone.

Lemberg, 1 luglio.

Wysocki si aprì un passaggio tra le file de' Russi a Pocrajow dirigendosi verso la capitale della Volinia.

Ebbero luogo parecchi altri scontri.

Berlino, 3 luglio.

La *Gazzetta della Borsa* dice che il Gabinetto russo avrebbe informato la Prussia circa la risposta che darà alle note delle Potenze. La Russia accetterebbe in massima le proposte; ammetterebbe la Conferenza, terrebbe conto sopratutto dei desiderii manifestati dall'Austria, ma non potrebbe ammettere tutte le proposte dell'Inghilterra.

Dalla *Gazzetta del Nord*. Gl' insorti attaccarono nella notte del 29 una pattuglia prussiana sulla riviera della Prosana, ma furono respinti dal territorio prussiano.

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Sarà provveduto quanto prima con estratti di ruolo suppletorii alle domande di pagamento delle rate semestrali delle rendite del Consolidato 5 p. 0[0 che sono state presentate dopo il 1.o aprile ultimo scorso.

CAMERA DI COMMERCIO ED ARTI.

BORSA DI TORINO.

(*Bollettino officiale*)

4 luglio 1863 — Fondi pubblici.

Consolidato 5 0[0. C. d. matt. in cont. 71 55 55 50 60 60 50 50 40 50 50 — corso legale 71 55 — in liq. 71 50 50 50 45 45 47 1[2 45 45 45 45 45 45 50 p. 31 luglio.

Fondi privati.

Credito mobiliare italiano 200 vers. C. d. m. in liq. 638 p. 31 luglio.

Cassa Sconto. C. d. m. in liq. 292 25 292 292 25 pel 31 luglio.

BORSA DI NAPOLI — 3 luglio 1863.

(*Dispaccio officiale*)

Consolidati 5 0[0, aperta a 70 75 chiusa a 70 75.
Id. 3 per 0[0, aperta a 43 chiusa a 43
Prestito Italiano aperta a 71 80 chiusa a 71 80.

BORSA DI PARIGI — 3 luglio 1863.

(*Dispaccio speciale*)

Corso di chiusura pel fine del mese corrente.

			giorno precedente
Consolidati Inglesi	L.	91 2[8	92 2[8
3 0[0 Francese vaglia distaccato	»	68 50	68 50
5 0[0 Italiano	»	73 83	73 45
Certificati del nuovo prestito	»	74 95	74 70
Az. del credito mobiliare	»	1170 »	1167 »
Azioni delle ferrovie			
Vittorio Emanuele	»	423 »	413 »
Lombarde	»	570 »	571 »
Austriache	»	460 »	462 »
Romane	»	436 »	430 »

CAMERA DI COMMERCIO ED ARTI DI TORINO.

Prezzo dei Bozzoli. — Mercato del 30 giugno 1863.

LUOGO	Qualità superiori da L.	a L.	Qualità comuni da L.	a L.	Qualità inferiori da L.	a L.	Quantità in miriagrammi	Prezzo medio Lire
Ceva	49	41	43	32	31	20	66	33 83
Cuneo	46	51	40	45	29	39	629	38 23
Modena	»	»	35	49	30	33	6	47 66
Mondovì	40	46	30	39	»	»	37	35 50
Pinerolo	45	43	»	»	37	27	84	36 17
Torino	49	46	31	40	20	30	126	32 63
Mercati delli 27, 28, 29 e 30.								
Acqui	45	49	46	42	27	35	39	38 61
Mercato del 28.								
Camerino	52	54	47	50	41	43	22	31 08
Città di Castello	41	»	37	»	31	»	»	39 84
Jesi	55	53	43	39	36	31	10	49 78
Mercato del 27.								
Rocca S. Casciano	52	42	43	84	38	24	106	[illegible]
Mercati delli 29 e 30.								
Reggio Emilia	50	56	40	46	17	»	[illegible]	39 71
Mercati delli 26, 27 e 30.								
Novara	41	47	33	40	23	31	363	37 81
Mercato del 29.								
Camerino	50	53	43	49	39	41	15	49 77
Città di Castello	»	»	31	42	»	»	»	39 69
Mercato del 1° luglio.								
Ceva	50	43	42	33	32	20	43	33 09
Cuneo	47	52	40	46	29	40	221	40 55
Mondovì	»	»	30	39	»	»	18	34 61
Pinerolo	45	40	36	31	30	27	84	33 14
Mercato del 2 luglio.								
Cuneo	49	51	43	47	28	40	135	42 57
Mercato del 30 giugno.								
Camerino	50	55	43	49	»	»	32	51 15
Mercati dal 24 al 30.								
Ferrara	50	60	35	47	20	32	53	41 27
Mercato del 28.								
Terni	»	»	47	49	»	»	8	45 21
Mercato del 27.								
Terni	47	51	44	43	35	33	11	44 71

CITTA' DI TORINO.

La Giunta Municipale notifica:

Che il prezzo delle carni di vitello da vendersi dalle botteghe tenute dalla Città, cioè:

Nella sezione Dora, sulla piazza Emanuele Filiberto, sull'angolo della via tendente al palazzo delle torri, casa della Città, n. 3;

Nella sezione Monviso, sull'angolo delle vie dei Carrozzai e della Provvidenza, casa Borà;

Nella sezione Po, nella via dell'Accademia Albertina, casa Casana, n. 9, vicino al caffè Nazionale, rimane dal giorno 4 luglio stabilito per ogni chil. a L. 1 32.

Torino, dal civico palazzo, addì 3 luglio 1863.

Per la Giunta

Il sindaco ROSA'

Il segretario G. FAVA.

I signori associati il cui abbuonamento è scaduto col 30 p. p. sono pregati a fare con sollecitudine la dimanda affine di evitare le lacune nella spedizione del GIORNALE.

CASSA DI SCONTO
IN TORINO
Via S. Teresa, casa Pallavicino-Mossi, n. 11

Essendo insufficiente il numero delle Azioni depositate per l'Adunanza generale straordinaria fissata pel 9 corrente, la medesima è riconvocata per il giorno 16 di questo mese, alle ore 2 pomeridiane, per i seguenti oggetti:

1. Comunicazione del Decreto Reale di approvazione delle deliberazioni dell'Adunanza precedente;

2. Approvazione di un contratto di fusione e relativa trasformazione dello Stabilimento con nuovi Statuti e provvedimenti per darvi compimento ed esecuzione.

Ogni Azionista che dieci giorni prima del detto giorno avrà depositato nella Cassa della Società almeno dieci Azioni, potrà intervenire qual membro alla detta Assemblea.

Torino, 1.o luglio 1863.

2652 *LA DIREZIONE.*

Compagnia d' Assicurazione
A PREMIO FISSO
CONTRO I DANNI DEGL' INCENDI E DELLO SCOPPIO DEL GAZ
Autorizzata da S. M.

I signori Azionisti sono avvertiti essersi dal Consiglio d'Amministrazione fissata l'adunanza del convocato per il giorno 6 prossimo mese di luglio, alle ore 2 pomeridiane, nelle sale di quest'uffizio centrale situato nel palazzo del Principe della Cisterna, via S. Filippo, n. 12, piano terreno.

Si fa presente ai signori Azionarii che riescendo inefficace la prima unione per il numero degli azionarii intervenienti minore di venti, si procederà ad una seconda adunanza in cui, a termine del R. Decreto 14 febbraio 1850, basterà l'intervento di soli 12 Azionarii per la validità delle deliberazioni.

Per intervenire al convocato dovrà l'Azionario possedere almeno n. 10 azioni (articolo 19 degli statuti approvati con R. Decreto 26 giugno 1856).

Torino, il 20 giugno 1863.

L' Agente Centrale Segr.
2151 E. CHARENCE.

SOCIETA'
DELLE STRADE FERRATE
del Sud dell' Austria e della Venezia, della Lombardia e dell'Italia Centrale

Avviso

I signori possessori di Obbligazioni della Società sono prevenuti che il pagamento del semestre d' interessi scadente il 1.o luglio avrà luogo a partire da quel giorno in ragione di L. 7 50 per Obbligazione

A Milano, presso il sig. C. F. Brot;

A Bologna, presso il sig. S. Rizzoli e C.

Torino, 30 giugno 1863. 2686

Canale Marittimo di Suez

Si avvertono gli Azionisti che il nono semestre d' interessi scaduto il 1 luglio corrente, verrà pagato contro presentazione dell'Azione presso i sottoscritti, dalle ore 9 antimerid. alle 12.

DUPRÈ Padre e Figli
2694 *via dell'Arsenale, num.* 15.

NEL COMUNE DI CARDÈ (*Saluzzo*)

Trovasi vacante la Condotta Medico-Chirurgica per le vaccinazioni e cure dei poveri, collo stipendio di L. 700

Trovasi pure vacante il posto di Maestro elementare collo stipendio di L. 800. 2582

CORPO DI CASA DA AFFITTARE

sul Corso di Valdocco, porta num. 13, composto del piano in vôlta, piano superiore e soffitte, con cortile annesso, ad uso di grande laboratorio o collegio. 2579

PRIVATIVA INDUSTRIALE

Il sottoscritto notifica di avere ottenuto dal Ministero di Agricoltura, Industria e Commercio una privativa pel **Perfezionamento nel meccanismo della martellatura e nella applicazione d'un compressore metallico per gli acuti nei pianoforti verticali**, ed avendo adempito alle prescrizioni volute dalla legge diffida i fabbricatori e negozianti di pianoforti nazionali ad astenersi dalla fabbricazione ed applicazione del meccanismo e compressore suddetto od introduzione dall'estero di meccanismi o pianoforti fabbricati sul medesimo sistema, dichiarando che procederà con tutto il rigore delle leggi verso chiunque si renderà colpevole d'infrazione dei suoi diritti.

STEFANO ABATE
FABBRICATORE DI PIANOFORTI
2597 *in Milano, via dei Bossi, n.* 3.

BINOCCOLI A TRACOLLA
CON LENTI COMBINATE PER LUNGHISSIMA PORTATA
fabbricati espressamente per **uso militare**, *ai seguenti prezzi*:

Binoccoli con obbiettivo di 43 millim. L. 45 — di 48 millim. L. 60 — di 51 millim. L. 63. A ciascun binoccolo è annesso un astuccio in pelle colla sua tracolla. — Si spediscono in provincia contro vaglia postale. — Si guarentiscono, e quelli che non fossero trovati buoni si ricambiano. Dai signori Comandanti dei Corpi che faranno acquisto di più binoccoli pei loro Ufficiali, il pagamento si farà in due rate eguali affine di agevolarne l'acquisto. — G. FRIES, ottico di S. M. — *Torino, Portici della Fiera, n.* 25. — *Milano, Corso Vittorio Emanuele, n.* 25 *rosso.* 2640

BAGNI TERMALI DI VINADIO

Lo Stabilimento di queste Terme idrosolforate e iodurate, a giusto titolo dagli idrologi tenute fra le più efficaci, stante il precoce sviluppo della primavera e l'aumentata frequenza dei signori avventori, sarà aperto al pubblico il dì 20 giugno.

La Direzione non risparmia cura o sollecitudine onde poter corrispondere ai bisogni e desiderii dei signori accorrenti a quell'alpestre dimora.

I prezzi sono fissati nel modo seguente, comprese tutte le ordinarie mancie:

Prima categoria L. 8 al giorno.
Seconda categoria L. 7.
Terza categoria L. 5 50.

Nelle suddette retribuzioni comprendonsi l'alloggio, la pensione, l'uso dell'operazione termale e le assistenze medico-chirurgiche.

Sarà aumentata del cinquanta per cento la retribuzione per coloro i quali non volessero partecipare alle mense comuni.

Queglino che volessero procurarsi vitto e alloggio fuori dello stabilimento, pagheranno anticipatamente le operazioni termali, le assistenze, e tutto ciò di cui abbisognassero, a norma della tariffa esistente nell'uffizio della Direzione.

La strada ferrata ci trasporta da Torino a Cuneo in due ore e mezzo. Da Cuneo a Vinadio il vetturino Matteo Granetti (porta n. 32, vicino alla Barra di Ferro) si è assunto l'obbligo di trasportare con vettura a quattro ruote i signori accorrenti col rispettivo equipaggio a L. 10 per una persona sola, L. 12 per due, L. 15 per tre e L. 20 per una vettura intera a due cavalli oppure per un *Omnibus*. In Vinadio, d'onde non hannovi più che due brevi ore di cammino per arrivare ai Bagni, si trovano le cavalcature pel trasporto delle persone e degli equipaggi mediante L. 3 circa: le portantine si hanno in Demonte, servite da quattro uomini, per L. 18; si possono anche avere in Vinadio rivolgendosi almeno un giorno prima alla Direzione dei Bagni, e queste si pagano L. 12 circa.

Per ricapiti dirigersi in Cuneo all'Albergo della Barra di Ferro; in Demonte all'Albergo della *Fleur de Lis*; in Vinadio all'uffizio della Posta delle lettere. 1818

Acqua minerale acidula ferruginosa di S.t-Moritz
(S. MAURIZIO, CANTONE DEI GRIGIONI, SVIZZERA)

In antichi e moderni tempi da eminenti dottori italiani e forestieri e nuovamente dal cavaliere dottore Maffoni (dietro analisi del commendatore professore Abbene) raccomandata come eccellentissima fra altri nei seguenti casi:

Clorosi, impoverimento e scarsità del sangue, e tutte quelle neurosi che tante soventi ne sono l'accompagnamento, tutte quelle perturbazioni nelle funzioni degli organi digestivi, assimilatori, respiratori, generatori, dell'uretra provenienti da languidezza e rilassatezza o da mancanza o difettuosità nell'innervazione, scrofole, rachitide, artritide, ipocondria, fiacchezza generale dopo grave malattie, febbri intermittenti, scorbuto, ecc.

Conservazione perfettissima, durabile e chimicamente constatata dell'acqua imbottigliata e trasportata.

Si spedisce in casse di 30 bottiglie oppure di 50 mezze bottiglie al prezzo di L. 18 franco a Chiavenna la cassa di 30 bottiglie, e L. 23 quella di 50 mezze bottiglie; a Milano L. 20 e 25; a Torino e Genova L. 22 e 26; ribasso pei venditori. Dirigersi all'Amministrazione di dette acque.

Depositi centrali a Chiavenna da Carlo Pedrone, a Milano da Giuseppe Bertarelli di Tommaso, a Torino nella farmacia centrale della città, via Bellezia.

Stabilimento Balneario

Con vasto albergo munito di telegrafo; organizzazione tecnica superiore dirigersi all'Amministrazione dell'albergo. Alberghi e camere private nel villaggio di S. Maurizio, situato a piccola distanza.

Una vallata alpestre di grandiosa amenità, e l'aria purissima della quale gioisce, rendono la superiorità medicinale di dette fonti segnalata e manifesta.

Diligenza quotidiana da Chiavenna e Coira a San Maurizio e viceversa; durata della stagione dal 15 giugno al 15 settembre.

1916 LA DIREZIONE.

ORTOPEDIA — CURA
PISTONO, via Consolata, num. 3, Torino. 2635

Incanto volontario

Di una VILLEGGIATURA situata sui colli di Torino, nella parrocchia di Santa Margarita, denominata *Debusson*, a cui si ascende per la via della Vigna della Regina, composta di fabbricato civile e rustico e mobili entrostanti, e coi beni annessi, di ettari 4, 12, 48

Il deliberamento avrà luogo alle ore nove antimeridiane del giorno undici luglio 1863, sul prezzo di L. 9,000, nello studio del sig. avvocato Enrico Nigra notaio in Torino, via Dora Grossa, primo piano del num. 18, ove sono visibili il tiletto e le carte relative alla vendita.

Torino, il 6 giugno 1863.

2211 Avv. Enrico Nigra not.

Villeggiatura da vendere
nel Comune di Castiglione (5 *miglia da Torino*)

Casa civile con 15 camere mobigliate, casa rustica con diverse camere, tetti, stalla, fenile, tinaggio e cappella; i beni (giorn. 30) sono coltivati a viti nuove di ottima qualità, coerenti alla Cappella di S. Martino. — 2687

Recapito dal proprietario Bimondo, via dell'Arsenale, num. 2, piano 1.o, Torino.

DA VENDERE IN VEROLENGO

Un MOLINO con ruota d'acqua perenne che dà movimento a tre macine, attualmente affittato a L. 830 annue. 2646

Dirigersi ivi, dal sig. Vela Domenico.

2691 SUNTO DI CITAZIONE.

Con atto dell'usciere Andrea Losero addetto al tribunale del circondario di Torino del primo luglio corrente, fu, a richiesta delli signori Ingegnere Clemente e Flaminia consorte Mazzolino residenti a Torino, citato fra gli altri, il sig. avvocato Federico Nicola già residente in Torino, ed ora di residenza, domicilio e dimora ignoti, a comparire avanti il sullodato tribunale in via ordinaria nel termine di giorni 15 perchè sia dal tribunale pronunciato, essere lecito ai signori Mazzolino di promuovere la subastazione dei beni del signor avv. Bartolomeo Nicola, unitamente a quella parte della cascina Priola di cui spetta la nuda proprietà ai figli nati e nascituri dello stesso avvocato Nicola, salvo e separata a loro favore quella parte del prezzo che verrà con perizia riconosciuta corrispondere al valore della suddetta porzione di beni, facendone quell'impiego che sarà dal tribunale giudicato più conveniente.

Giolitti proc.

2703 RISOLUZIONE DI SOCIETA'.

La società di commercio contratta fra li signori Gioachino e Bernardino fratelli Colongo fu Tiburzio, nati a Valle S. Nicolao, ed ivi domiciliato quest'ultimo, e l'altro in Valle Mosso, ed alternativamente in Torino, per il negozio da panni comune, in questa città, e della fabbrica da panni di Valle Mosso, colla firma fratelli Colongo Borgnana, di cui in scrittura 26 dicembre 1855, depositata regolarmente presso il tribunale di commercio di Torino, e quello del circondario di Biella, venne risolta il 21 maggio 1863, con atto rogato al notaio sottoscritto, e depositato anche ove sopra, a far tempo da quest'ultimo giorno.

Torino, 25 giugno 1863.

G. Teppati not. coll.

2667 CITTÀ DI TORINO

AVVISO D'ASTA

Giovedì 16 del corrente mese di luglio, alle ore 2 pomeridiane, nel civico palazzo, col metodo delle licitazioni orali, s'aprirà l'incanto per la vendita di una striscia di terreno della superficie di circa metri quadrati 731, 63, nell'ingrandimento della sezione Moncenisio verso Porta Susa, indicata colle lettere A, B, C, e disegnata in color rosso nel relativo piano sottoscritto Vigliani, fra le coerenze a levante della via Allione, a giorno del signor Denina, a ponente della via Beccaria, ed a notte del sig. Borcano, e si procederà al deliberamento a favore del concorrente che avrà fatto maggior aumento alla somma di L. 1835 57 in ragione al prezzo di L. 2 50 per ogni metro quadrato, stato offerto e che si fissa per base dell'asta.

I capitolati delle condizioni sì generali che speciali, cui è subordinata la vendita ed il piano regolare del terreno sono visibili nell' ufficio 13 (Catasto), tutti i giorni nelle ore d'ufficio.

IL GONFALONIERE
DELLA CITTA' E COMUNE DI LUCCA

Coerentemente alla notificazione in data 15 giugno ultimo scaduto, pubblica il risultato della settima estrazione dell'imprestito comunale di Lucca, avvenuta nel giorno 1 luglio corr. come appresso:

Num. 1726, 2093, 2462, 191, 2719, 1382.

Sono invitati i possessori delle cartelle portanti i numeri anzidetti a ritirarne il valore entro il giorno 16 stante.

Lucca, 2 luglio 1863.

Pel Gonfaloniere assente
il primo Priore
2712 B. GIANNI.

SOCIETÀ ANONIMA
della Stradaferrata
DA MORTARA A VIGEVANO

La Direzione della Società avendo effettuato la pubblica Estrazione di n. *Nove* Obbligazioni del Prestito della Società stessa, approvato con R. Decreto 18 febbraio 1856, per la *decimaquarta* semestrale ammortizzazione, in base alle deliberazioni 30 gennaio e 4 luglio 1856 dell'Assemblea Generale degli Azionisti,

NOTIFICA

Che li numeri designativi delle Obbligazioni state favorite dalla sorte sono li seguenti:

1.	*Estratto*	Num.	2019
2.	—	»	1933
3.	—	»	1511
4.	—	»	1978
5.	—	»	1965
6.	—	»	2464
7.	—	»	418
8.	—	»	1324
9.	—	»	2313

Che a partire dal 6 luglio p., presso la Banca del sig. cavaliere Cotta in Torino, e presso la Cassa della Società in Vigevano, sarà aperto il pagamento o rimborso del capital nominale delle Obbligazioni portanti li surriferiti numeri in ragione di L. 250 caduna, mediante rimessione delli corrispondenti titoli.

Che a partire dal suddetto giorno, presso la Banca e Cassa suddette sarà pure aperto il pagamento degli interessi alle Obbligazioni del detto prestito pel semestre oggi scadente, con avvertenza che per quelle come sovra estratte, ed ammesse al rimborso, cessa col detto semestre ogni decorrenza d'interesse.

Vigevano, il 30 giugno 1863.

2655 *LA DIREZIONE.*

AVVISO

A termini delle leggi in vigore si notifica che Micheli Francesco di Parma è stato autorizzato con Decreto del Guardasigilli in data del 26 maggio 1863, a pubblicare la sua istanza colla quale chiede di far aggiungere il proprio cognome a quello di Giuseppe Serventi figlio di Enrico, suo nipote. 2698

2709 SUBASTAZIONE.

Nel giudicio di subasta promosso dal sig. Guglielmo Datto domiciliato in questa città, contro il signor Lodovico Bonvicino, emanò sotto li 30 giugno ultimo scorso, sentenza del tribunale del circondario di questa città, con cui venne fissata l'udienza dello stesso tribunale delli 18 corrente mese per l'incanto degli stabili siti sulle fini di questa città, e di cui nel bando venale delli 2 luglio corr., autentico Perincioli, ai patti e condizioni di cui ivi.

Torino, 3 luglio 1863.

Belli sost. Tesio.

2699 CITAZIONE

Ad instanza dell'Amministrazione Generale delle Finanze dello Stato rappresentata dal Direttore Generale del Contenzioso finanziario, con atto del 1 corrente luglio, venne citato a senso dell'art. 61 del codice di procedura civile, Casimiro Cucchietti, già titolare dell'Esattoria di Busca, di domicilio, residenza e dimora ignoti, a comparire nel termine di giorni 10 avanti la Commissione temporanea per la revisione dei conti arretrati sedente in Torino, per ivi vedersi dichiarare tenuto alla reintegrazione a favore di detta Cassa esattoriale della p oposta somma di lire 26,245 74 coi relativi interessi, con autorizzarsi in pari tempo l'alienazione della prestata malleveria, per esserne il prezzo erogato in conto del debito di cui si tratta.

Torino, 2 luglio 1863.

G. Garaccioni sost. caus.
del Contenzioso finanziario.

2705 NOTIFICANZA

Nel giudicio promosso da Angelo Salvaneschi e litisconsorti contro Giuseppe Negri, questa Corte d'appello profferì sentenza il 16 maggio ultimo, dichiarativa della contumacia fra gli altri di Antonio Bronzini, di domicilio, residenza o dimora ignoti, ed unita la causa di questi ultimi con quella dei comparsi, rimandò la discussione nel merito, all'udienza in cui si farà luogo alla chiamata delle medesima.

Torino, 2 luglio 1863.

Sola sost. Tesio.

2704 NOTIFICANZA DI CITAZIONE.

Nella causa vertente nanti la giudicatura di Lanzo tra il Carlo Capello quale procuratore ad negotia di Giuseppe Lisca, contro li Francesco Montrucchio e Vincenzo Miglia, questo già residente a Torino ed in ora di domicilio, residenza e dimora ignoti, emanò sotto il 16 giugno scorso, provvedimento col quale, dichiarata la contumacia del detto Miglia, si mandò unire la causa con quella contro detto Montrucchio, con rinvio della causa all'udienza del 21 corrente mese ed alle ore 9 mattutine, per quale udienza trovasi citato detto Miglia a comparire con atto dell'usciere Gardois 3 corrente mese.

Capello Carlo.

2697 NOTIFICANZA DI SENTENZA

Con atti delli 1 e 2 corrente luglio delli uscieri Giacomo Biè e Giovanni Regalli, giusta il prescritto degli articoli 88, 62 e 61 del codice di procedura civile, veniva notificata al marchese Pantaleone Costa di Beauregard, come compadrone della roggia Mora, domiciliato in Chambéry, la sentenza della giudicatura mandamentale di Carpignano in data 24 giugno passato prossimo, colla quale, reietta la incompetenza opposta, ed un interrogatorio dedotto dal condominio di Mora, vennero sull'instanza dei conteuti della roggia Peltrenga ammessi alcuni capitoli per testimoni, ed ordinata la trasferta dell'ufficio sul luogo della controversia per l'opportuna concessione delle testimoniali di Stato colla scorta di perito.

Tale sentenza fu dichiarata provvisoriamente esecutoria mediante la cauzione di lire 1000, per la cui prestazione, come per la fissazione del giorno ed ora della trasferta dell'ufficio, e dell'esame dei testimoni vennero le parti monite a ricomparire avanti quell'ufficio medesimo, per le ore 8 antimeridiane del giorno 8 prossimo venturo agosto.

Novara, 2 luglio 1863.

Luini Luigi p. c.

2696 REINCANTO

Instante il signor Antonio Viard musicante residente in Parma, avanti il tribunale del circondario di Saluzzo, all'udienza del 17 corrente luglio, ora meridiana, avrà luogo l'incanto e deliberamento dei beni stabili stati espropriati con sentenza del 28 aprile passato prossimo a Giuseppe Chialvetto fu Michele, inabilitato, assistito da Francesca Maria Bersia di lui moglie e consulente giudiziario, ambidue residenti in Barge.

I beni subastandi siti in territorio di Barge, nelle regioni Baldi e Ronchi, Ronchi di San Sudario, Panrol ed Albere, Prati secchi inferiori, Chiappere ed Ormetti di Rivodolfo, di ettari 5, 61, 26, consistenti in un corpo di cascina con casa, aia, giardino, alteno, bosco, broppaletto, prati, campi, si esporranno all'asta in 6 lotti, sui prezzi offerti in aumento a quelli risultanti dalla sentenza di primo deliberamento in data 18 giugno testè scorso, di L. 8500, 525, 817, 887, 700 e 4375, come risulta dal relativo bando venale del 27 detto giugno ed alle altre condizioni ivi espresse.

Saluzzo, 2 luglio 1863.

G. Signorile sost. Rosano p. c.

2695 ACCETTAZIONE D'EREDITA'
con beneficio dell'inventario.

Li Fantone Chiaffredo residente in Revello come tutore della minore Marta Somale fu Giovanni, Lucia Somale vedova di Giuseppe Callione residente a Manta, e Borgerone Giuseppa di Giovanni residente in Mondovì, con atto passato nella segreteria del tribunale del circondario di Saluzzo in data 25 giugno testè scorso, dichiararono d'accettare con beneficio d'inventario l'eredità della Marta Debernardi vedova di Pietro Somale deceduta in Manta in dicembre 1862 previo testamento del 26 luglio 1839, rogato Thoresano.

Quell'atto d'accettazione fu pubblicato a termini di legge.

Saluzzo, 2 luglio 1863.

G. Signorile sost. Rosano p. c.

Torino, Tip. G. Favale e Comp.